GK.

Conseil d'Etat
LEGISLATION
Raad van State
WETGEVING
19 NOV. 1951
Transmis à M.
Bureau Coordination

L. 2215/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 11 juillet 1951, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant liquidation de la Banque d'Emission à Bruxelles", a donné en sa séance du 8 octobre 1951 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 11e Juli 1951 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de liquidatie van de Emissiebank te Brussel", heeft ter zitting van 8 October 1951 het volgend advies gegeven :

L'objet du projet est de résoudre les difficultés que fait naître la liquidation de la Banque d'Emission. Cette liquidation nécessite une série de dispositions qui, sans régler toute la matière et sans exclure complètement le droit commun, forment cependant, sur certains points, un système propre caractérisé notamment par les pouvoirs extrêmement larges conférés aux liquidateurs et les règles très souples de la procédure.

\+

\+ +

A l'article 1er du projet, il est question des engagements contractés par l'intermédiaire des organes statutaires belges. D'après l'exposé des motifs, le Gouvernement entend exclure par-là les engagements qui auraient été contractés au nom de la Banque par les autorités allemandes.

Il va de soi, par ailleurs, que le Gouvernement entend inclure, parmi les engagements valablement contractés, ceux qui ont été pris par l'administration provisoire de la Banque d'Emission conformément à l'arrêté-loi du 23 mars 1945.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui traduit ces intentions.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat est d'avis de préciser, dans le texte de l'article 2, que le Ministre détermine le nombre des liquidateurs et que ceux-ci forment un collège.

.../...

Selon cet article, les liquidateurs opèrent sous l'autorité du Ministre. On pourrait déduire de cette phrase que le Ministre a le pouvoir de s'immiscer dans la liquidation, et notamment de donner des ordres en matière d'admission ou de rejet de créances. Comme telle n'est pas l'intention du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose de supprimer cette phrase. L'autorité du Ministre est suffisamment assurée par le pouvoir de nomination qu'il possède en vertu de la loi et par le pouvoir disciplinaire qui en découle.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat propose de reporter à l'article 23, sous la forme d'une abrogation expresse, la disposition qui forme l'objet du second alinéa de l'article 2.

Le Conseil d'Etat propose également de reporter au même article l'abrogation de la loi du 11 décembre 1944.

\+

\+ +

L'article 4 du projet fait allusion au siège de la liquidation sans préciser où il se trouve. Le Conseil d'Etat propose de déterminer ce siège à l'article 3.

\+

\+ +

.../...

L'article 4 oblige les créanciers de la Banque d'Emission à adresser au siège de la liquidation une déclaration de leurs créances. Il entre dans les intentions du Gouvernement de rendre la procédure aussi souple que possible et de laisser aux liquidateurs un large pouvoir d'appréciation.

Ainsi l'obligation d'annexer les pièces justificatives à la déclaration ne constitue pas une formalité substantielle de la déclaration. Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond à ces intentions.

\+

\+ +

Afin d'éviter toute controverse, le Conseil d'Etat propose de préciser, à l'article 5, la manière dont doit être saisi le Tribunal de commerce de Bruxelles.

\+

\+ +

L'objet des articles 6 et 7 est de régler le sort de toutes les opérations de "clearing" qui étaient encore en suspens au 3 septembre 1944. Les créances visées par ces articles sont des créances spéciales. En prévoyant expressément leur admission, le projet n'entend évidemment pas exclure l'admission des autres créances qui existent contre la Banque d'Emission.

Il conviendrait d'ajouter aux personnes qui ne sont pas visées par les dispositions de l'article 8 du projet, les bénéficiaires de l'arrêté-loi du 13 janvier 1947.

.../...

Il résulte du 1° de l'article 9 du projet que les créances qui auraient dû être réglées par le clearing, et qui provenaient de fournitures faites en contravention des lois pénales belges, ne seront pas payées.

Il ressort des explications données par le Gouvernement que la constatation d'une contravention aux lois pénales belges ne peut résulter que d'une décision des juridictions répressives. La même observation vaut pour l'article 13 du projet.

Il n'appartient donc ni au collège des liquidateurs, ni aux juridictions qui trancheront les contestations soulevées par les décisions de ce collège, de juger si une fourniture constitue ou non une infraction aux lois pénales.

\+

\+ +

L'article 13 dispose notamment que les certificats émis par la Banque d'Emission seront échangés contre des certificats du Trésor, pour autant que les porteurs de certificats de la Banque d'Emission n'y aient pas renoncé "par un accord avec l'administration fiscale".

Ces derniers mots sont superflus. Il est inutile, en effet, de préciser les modalités de la renonciation dès lors que celle-ci a eu lieu.

\+

\+ +

Selon l'exposé des motifs, il faut entendre par "Allemagne", terme repris à l'article 15 du projet, l'unité politique telle qu'elle était constituée au 1er septembre 1939.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y aurait lieu de préciser le sort des créances émanant du protectorat de Bohême-Moravie.

\+

\+ +

En ce qui concerne l'article 19, l'exposé des motifs spécifie que le but du projet est d'exonérer la Banque d'Emission des "actes de gestion accomplis sous l'occupation", alors que l'article 19 l'exonère de tous les délits et quasi-délits sans limitation de durée. Pour se conformer à l'exposé des motifs, le Conseil d'Etat propose d'ajouter les mots : "avant le 3 septembre 1944".

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat propose le texte ci-après qui tient compte des observations formulées et comporte, en outre, certaines modifications de pure forme qui ne nécessitent pas de commentaire.

.../...

PROJET DE LOI RELATIF A LA LIQUIDATION DE LA BANQUE D'EMISSION A BRUXELLES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Section 1ère.- Dissolution et liquidation de la Banque.

Article 1er.-

Sans préjudice de l'article 5 de l'arrêté-loi du 23 mars 1945 relatif à l'administration provisoire de la Banque d'Emission à Bruxelles, la Banque d'Emission est censée avoir joui de la personnalité civile depuis le jour de sa constitution. Elle en jouira jusqu'au jour de la clôture de sa liquidation.

Ses engagements, contractés par ses organes belges, sont seuls valables. Ils sont réputés commerciaux.

Article 2.-

La Banque d'Emission est dissoute et entre en liquidation à la date de la mise en vigueur de la présente loi. Sa liquidation est confiée à un collège de liquidateurs nommés par le Ministre des Finances, qui fixe leur nombre et leur rémunération.

Article 3.-

Le siège de la liquidation est établi dans l'agglomération bruxelloise ou en tout autre lieu fixé par le Ministre des Finances.

Section II.- Du passif de la liquidation.

Article 4.-

Quiconque se prétend créancier de la liquidation doit adresser, sous pli recommandé à la poste, au siège de la liquidation, une déclaration écrite comportant la justification de la créance. Les pièces justificatives sont annexées à la déclaration.

Aucune créance n'est admise à défaut de déclaration.

Le délai pendant lequel les déclarations peuvent être introduites sous peine de forclusion est de six mois à partir du premier jour du mois qui suit la mise en vigueur de la présente loi.

Les liquidateurs rappelleront les dispositions du présent article par deux avis publiés au Moniteur belge. Ils sont dispensés d'adresser une circulaire aux créanciers connus.

Article 5.-

Les liquidateurs procèdent à la vérification des créances et statuent sur leur admission. Leurs décisions sont communiquées, par lettre recommandée à la poste, aux déclarants qui auront un délai de trente jours francs pour saisir le Tribunal de commerce de Bruxelles, par voie d'assignation.

Articles 6 et 7.-

...(texte du projet du Gouvernement) ...

Article 8.-

Sont exclues du passif :

1° les créances appartenant à l'Etat allemand, à un organisme ayant fonctionné sous le contrôle de l'Etat allemand ou d'une autorité publique allemande, à un ressortissant allemand et aux banques de droit belge, constituées sous l'occupation à l'intervention de banques allemandes;

2° les créances acquises depuis le 10 mai 1940 soit de l'Etat allemand, soit d'un organisme ayant fonctionné sous le contrôle de l'Etat allemand ou d'une autorité publique allemande, soit d'un ressortissant allemand, à moins qu'il puisse être établi par le détenteur actuel que l'acquisition en a été licite;

3° les créances appartenant à des personnes visées à l'article 5 de la loi du 1er octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés.

Ne sont pas visés par le présent article :

1° les personnes visées à l'arrêté-loi du 13 janvier 1947;

2° les ressortissants allemands qui bénéficient de l'application des articles 4 et 8 de la loi du 14 juillet 1951 relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands;

3° les personnes visées à l'article 7 de la même loi.

.../...

Article 9.-

Sont exclues du passif, les créances visées à l'article 6 lorsqu'elles résultent des opérations suivantes :

1° les transferts en couverture de commandes non exécutées avant le 3 septembre 1944 ou de fournitures exécutées en contravention des lois pénales belges;

2° les transferts effectués au bénéfice de personnes ayant volontairement, en quelque lieu que ce soit, engagé leur travail ou leurs services auprès d'organismes, de sociétés ou de ressortissants allemands;

3° les transferts émanant de personnes ayant volontairement, en quelque lieu que ce soit, engagé leur travail ou leurs services auprès d'organismes, de sociétés ou de ressortissants allemands;

4° les transferts de sommes provenant de la réalisation, en Allemange, d'immeubles, de créances ou de droits quelconques, ainsi que les transferts de sommes provenant de l'encaissement d'intérêts et de dividendes.

Articles 10, 11 et 12.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

.../...

Article 13.-

L'Etat belge prend à charge le règlement des certificats émis par la Banque d'Emission, pour autant que les porteurs n'y aient pas renoncé ou que les certificats n'aient pas été délivrés en paiement de fournitures faites en contravention des lois pénales belges.

Les certificats du Trésor acquis par la Banque d'Emission en contrevaleur des certificats émis par elle, sont annulés. Est restitué par privilège à l'Etat, le solde des intérêts bonifiés par le Trésor sur ses certificats, tel qu'il ressort, à la date de la mise en vigueur de la présente loi, du compte ouvert dans les livres de la Banque.

Le règlement des certificats de la Banque d'Emission s'opèrera par la remise, titre pour titre, et à concurrence de la valeur nominale des certificats de la Banque, de nouveaux certificats du Trésor à échéance de trois ans et portant intérêt à 3,5 p.c. l'an.

Les liquidateurs de la Banque d'Emission sont chargés de ce règlement qui s'effectuera suivant les modalités à fixer par le Ministre des Finances.

Article 14.-

L'Etat belge prend à sa charge le règlement intégral des créances résultant de l'émission par la Banque d'Emission de chèques et accréditifs et des créances résultant de soldes de comptes courants, tels qu'ils apparaissent dans les écritures de la Banque, pour autant que les créances produites soient admises.

Les liquidateurs sont autorisés, au fur et à mesure de l'admission des créances, à effectuer ces

.../...

règlements sur les liquidités de la Banque. L'Etat en est comptable vis-à-vis de la liquidation. Il est substitué dans les dites créances vis-à-vis de la Banque d'Emission.

Article 15.-

Le montant des créances admises en application de l'article 6, au passif de la liquidation de la Banque d'Emission sera diminué du montant des paiements encaissés par le créancier, pendant l'occupation, au titre de transfert d'intérêts sur capitaux, dividendes, loyers et fermages, redevances, en provenance de l'Allemagne.

Sans préjudice à tous autres moyens de preuve, le montant de ces paiements ressort des sommes portées sous la rubrique "4 - Encaissements, litt. a, b, c et d" de la déclaration souscrite par le créancier conformément à l'arrêté-loi du 22 juin 1945 relatif à la déclaration de paiements reçus sous l'occupation.

Article 16.-

Le produit des créances introduites et admises au passif, par application des articles 6 et 7, est versé par les liquidateurs au compte du Trésor lorsque le créancier n'a pas la nationalité belge ou qu'il ne peut établir qu'il résidait en Belgique ou qu'il y était établi avant le 10 mai 1940.

Sont également versés au compte du Trésor, les montants répartis à des instituts d'émission étrangers, créditeurs en compte auprès de la Banque.

.../...

Section III. De l'actif de la liquidation.

Article 17.-

Les liquidateurs poursuivent la libération des actions dès la mise en vigueur de la présente loi.

Article 18.-

Le montant de l'actif de la Banque, distraction faite des frais et dépenses de l'administration de la liquidation et des sommes payées éventuellement aux créanciers privilégiés, sera réparti entre tous les créanciers, au marc le franc de leurs créances admises.

Section IV. Dispositions générales.

Article 19.-

La Banque d'Emission ne sera tenue d'aucuns dommages-intérêts à raison d'un délit ou quasi-délit commis par ses organes ou ses préposés avant le 3 septembre 1944.

Article 20.-

Aucune action en annulation ou en indemnité ne pourra être dirigée contre la Banque d'Emission à raison des cessions faites à cette Banque de métaux précieux, de monnaies ou de valeurs étrangères.

.../...

Article 21.-

Les opérations résultant de l'intervention du Trésor dans la liquidation de la Banque d'Emission sont inscrites à un article du budget pour ordre.

Cet article pourra accuser une position débitrice.

Article 22.-

La clôture de la liquidation est prononcée par le Ministre des Finances et publiée au Moniteur belge.

Cette clôture vaut décharge pour les liquidateurs.

Les archives de la liquidation seront remises au Ministre des Finances.

Article 23.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté-loi du 11 décembre 1944 instituant un comité chargé d'examiner la situation et les opérations de la Banque d'Emission;

2° l'arrêté-loi du 23 mars 1945 instituant un administrateur provisoire à la Banque d'Emission à Bruxelles et prorogeant le délai imparti au comité d'enquête institué par l'arrêté-loi du 11 décembre 1944; toutefois, cette abrogation ne produira ses effets qu'au moment de la nomination des liquidateurs.

Donné à ,le

PAR LE ROI :
Le Ministre des Finances,

Het ontwerp strekt er toe, de moeilijkheden in verband met de liquidatie van de Emissiebank op te lossen. Voor die liquidatie is een reeks bepalingen vereist die, zonder een volledige regeling van de stof uit te maken en zonder het gemeenrecht volledig terzijde te stellen, met betrekking tot sommige punten toch een eigen systeem vormen,dat onder meer gekenmerkt is door de buitengewoon uitgebreide macht aan de vereffenaars verleend en door de zeer soepele regelen inzake de procedure.

\+

\+ \+

In artikel 1 van het ontwerp is sprake van de verbintenissen door bemiddeling van de Belgische statutaire organen aangegaan. Volgens de memorie van toelichting wil de Regering op die wijze de verbintenissen uitsluiten welke door de Duitse overheid namens de Bank mochten zijn aangegaan.

Overigens spreekt het vanzelf dat de Regering ook die verbintenissen als geldig aangegaan wil beschouwen, welke door het voorlopig beheer der Emissiebank overeenkomstig de besluitwet van 23 Maart 1945 zijn aangegaan.

De Raad van State stelt een tekst voor waarin die bedoelingen tot uiting komen.

\+

\+ \+

.../...

Naar het advies van de Raad van State, dient in artikel 2 nader te worden bepaald dat de Minister het getal der vereffenaars vaststelt en dat zij een college vormen.

Volgens dat artikel treden de vereffenaars onder het gezag van de Minister op. Uit die zin zou men kunnen afleiden dat de Minister de macht heeft om zich met de liquidatie in te laten, en namelijk bevelen inzake het aannemen of verwerpen van schuldvorderingen te geven. Daar dit niet de bedoeling van de Regering is, stelt de Raad van State voor, die zin weg te laten. Het gezag van de Minister is voldoende verzekerd door de macht tot benoeming die hij krachtens de wet heeft en door de tuchtmacht die er uit volgt.

\+

\+ \+

De Raad van State stelt voor, het bepaalde in het tweede lid van artikel 2 in de vorm van een uitdrukkelijke opheffing naar artikel 23 over te brengen.

De Raad van State stelt eveneens voor, de opheffing van de wet van 11 December 1944 naar hetzelfde artikel over te brengen.

\+

\+ \+

.../...

In artikel 4 van het ontwerp wordt gewag gemaakt van de zetel der liquidatie zonder dat nader is gezegd waar die zich bevindt. De Raad van State stelt voor, in artikel 3 de plaats van die zetel te bepalen.

\+

\+ +

Artikel 4 verplicht de schuldeisers van de Emissiebank een aangifte van hun schuldvorderingen naar de zetel van de liquidatie te sturen. Het ligt in de bedoeling van de Regering de procedure zo soepel mogelijk te maken en de vereffenaars een ruime beoordelingsmacht te verlenen.

Zo is de verplichting, de verantwoordingsstukken bij de aangifte te voegen, geen substantiële vormvereiste voor de aangifte. De Raad van State stelt een tekst voor welke aan die bedoelingen beantwoordt.

\+

\+ +

Ten einde elke betwisting te vermijden, stelt de Raad van State voor, in artikel 5 nader te bepalen op welke wijze de zaken bij de Rechtbank van koophandel te Brussel aanhangig moeten gemaakt worden.

\+

\+ +

.../...

De artikelen 6 en 7 strekken er toe, alle clearingsverrichtingen welke op 3 September 1944 nog hangend waren, te regelen. De in die artikelen bedoelde schuldvorderingen zijn van een bijzondere aard. Wanneer het ontwerp uitdrukkelijk bepaalt dat zij worden aangenomen, wil het natuurlijk de aanneming van de andere schuldvorderingen die op de Emissiebank bestaan, niet uitsluiten.

Bij de personen die aan het in artikel 8 van het ontwerp bepaalde ontsnappen, dienen de gerechtigden van de besluitwet van 13 Januari 1947 te worden gevoegd.

\+

\+ \+

Uit 1° van artikel 9 van het ontwerp blijkt dat de schuldvorderingen,welke door de clearing hadden moeten geregeld worden en voortkwamen van leveringen met overtreding van de Belgische strafwetten uitgevoerd, niet zullen betaald worden.

Volgens de door de Regering verstrekte uitleg kan de vaststelling van een overtreding van de Belgische strafwetten slechts blijken uit een beslissing der strafgerechten. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 13 van het ontwerp.

Bijgevolg is het niet de taak van het college der vereffenaars of van de gerechten welke de betwistingen inzake de beslissingen van dat college beslechten, te oordelen of een levering al dan niet inbreuk maakt op de strafwetten.

\+

\+ \+

.../...

In artikel 13 wordt onder meer gezegd dat de door de Emissiebank uitgegeven certificaten tegen Schatkistcertificaten zullen uitgewisseld worden, voor zover de houders van certificaten der Emissiebank er niet hebben van afgezien "bij overeenkomst met het fiscaal bestuur".

Laatstgenoemde woorden zijn overbodig. Het heeft immers geen nut de modaliteiten van dat afzien te bepalen wanneer het reeds heeft plaats gevonden.

+

\+ +

Volgens de memorie van toelichting moet onder de benaming "Duitsland", die in artikel 15 van het ontwerp voorkomt, worden verstaan de politieke eenheid zoals die op 1 September 1939 bestond.

De Raad van State adviseert, nader te bepalen wat zal gebeuren met de schuldvorderingen die van het protectoraat Bohemen-Moravië uitgaan.

.../...

In verband met artikel 19, verklaart de memorie van toelichting dat met het ontwerp beoogd wordt de Emissiebank van alle verantwoordelijkheid te ontheffen voor "tijdens de bezetting verrichte beheersdaden", dan wanneer zij in artikel 19 zonder enige tijdsbeperking ontheffing bekomt voor alle misdrijven en oneigenlijke misdrijven. Ten einde in overeenstemming te blijven met de memorie van toelichting, stelt de Raad van State voor, de woorden "vóór 3 September 1944" toe te voegen.

+

\+ +

De Raad van State stelt de onderstaande tekst voor waarin rekening is gehouden met de gemaakte opmerkingen en waarin voorts enkele loutere vormwijzigingen voorkomen die geen commentaar behoeven.

.../...

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE LIQUIDATIE VAN DE EMISSIE-BANK TE BRUSSEL.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Financiën is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Afdeling I. - Ontbinding en liquidatie van de Bank.

Artikel 1.-

Onverminderd het bepaalde in artikel 5 van de besluitwet van 23 Maart 1945 betreffende het voorlopig beheer van de Emissiebank te Brussel, wordt de Emissiebank geacht rechtspersoonlijkheid te hebben genoten sedert de dag van haar oprichting. Zij zal die genieten tot op de dag van de afsluiting van haar liquidatie.

Alleen haar verbintenissen door haar Belgische organen aangegaan, zijn geldig. Zij worden geacht handelsverbintenissen te zijn.

Artikel 2.-

De Emissiebank is ontbonden en treedt in liquidatie de dag van de inwerkingtreding van deze wet. Haar liquidatie wordt opgedragen aan een college van vereffenaars benoemd door de Minister van Financiën, die hun getal en hun bezoldiging vaststelt.

Artikel 3.-

De zetel der liquidatie is gevestigd in de Brusselse agglomeratie of in enige andere door de Minister van Financiën vastgestelde plaats.

.../...

Afdeling II. - Het passief van de liquidatie.

Artikel 4.-

Al wie beweert schuldeiser van de liquidatie te zijn, moet een schriftelijke aangifte, behelzend de verantwoording van de schuldvordering, bij een ter post aangetekende brief naar de zetel van de liquidatie sturen. De verantwoordingsstukken worden bij de aangifte gevoegd.

Geen schuldvordering wordt aangenomen bij ontstentenis van aangifte.

De termijn gedurende welke de aangiften mogen ingediend worden op straffe van uitsluiting bedraagt zes maanden, ingaande de eerste dag der maand die volgt op de inwerkingtreding van deze wet.

De vereffenaars zullen door twee bekendmakingen in het Belgisch Staatsblad de bepalingen van dit artikel in herinnering brengen. Zij zijn er van ontslagen een rondschrijven aan de gekende schuldeisers te sturen.

Artikel 5.-

De vereffenaars verifiëren de schuldvorderingen en beslissen over hun aanneming. Hun beslissingen worden bij een ter post aangetekende brief medegedeeld aan de aangevers, die over een termijn van dertig vrije dagen beschikken om de zaak bij dagvaarding bij de Rechtbank van koophandel te Brussel aanhangig te maken.

Artikel 6.-

In het passief van de Emissiebank worden opgenomen de clearingtransferten, waarvan de Bank per brief of telegram, vóór 3 September 1944 ontvangen, geadviseerd werd, zelfs als dergelijke transferten niet het voorwerp van een inboeking op rekening zijn geweest.

.../...

Artikel 7.-

In het passief van de Emissiebank worden opgenomen de stortingen verricht in de Bank met het oog op via de clearing uit te voeren transferten, welke de Bank door het verzenden van brieven of van telegrammen niet heeft kunnen uitvoeren.

Artikel 8.-

Uit het passief worden uitgesloten :

1° de schuldvorderingen toebehorend aan de Duitse Staat, aan een organisme dat onder het toezicht van de Duitse Staat of van een Duitse openbare overheid heeft gewerkt, aan een Duits staatsburger en aan de banken naar Belgisch recht die tijdens de bezetting door bemiddeling van Duitse banken zijn opgericht;

2° de schuldvorderingen sedert 10 Mei 1940 verkregen hetzij van de Duitse Staat, hetzij van een organisme dat onder het toezicht van de Duitse Staat of van een Duitse openbare overheid gewerkt heeft, hetzij van een Duits staatsburger, tenzij de huidige houder kan bewijzen dat de verkrijging er van geoorloofd was;

3° de schuldvorderingen behorend aan personen bedoeld bij artikel 5 der wet van 1 October 1947 betreffende het herstel der oorlogsschade aan private goederen.

Bij dit artikel worden niet bedoeld :

1° de personen bedoeld in de besluitwet van 13 Januari 1947 ;

2° de Duitse onderhorigen op wie van toepassing zijn de artikelen 4 en 8 der wet van 14 Juli 1951 betreffende de sequestratie en de liquidatie van de Duitse goederen, rechten en belangen ;

3° de personen bedoeld in artikel 7 van dezelfde wet.

.../...

Artikel 9.-

Van het passief worden uitgesloten de in artikel 6 bedoelde schuldvorderingen, wanneer zij het gevolg zijn van de volgende verrichtingen :

1° transferten tot dekking van bestellingen vóór 3 September 1944 niet uitgevoerd of van leveringen uitgevoerd met overtreding van de Belgische strafwetten;

2° transferten ten voordele van personen die zich om het even waar vrijwillig tot arbeid of dienst bij Duitse organismen, vennootschappen of staatsburgers hebben verbonden;

3° transferten uitgaande van personen die zich om het even waar vrijwillig tot arbeid of dienst bij Duitse organismen, vennootschappen of staatsburgers hebben verbonden ;

4° transferten van sommen voortkomend van de tegeldemaking in Duitsland van onroerende goederen, van schuldvorderingen of eender welke rechten, alsmede de transferten van sommen voortkomend van de incassering van interesten en dividenden.

Artikelen 10, 11 en 12.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 13.-

De Belgische Staat neemt te zijnen laste de regeling van de door de Emissiebank uitgegeven certificaten voor zover de houders er niet van afgezien hebben,of voor zover de certificaten niet afgeleverd werden ter betaling van leveringen met overtreding van de Belgische strafwetten gedaan.

.../...

De Schatkistcertificaten door de Emissiebank verkregen als tegenwaarde van de door haar uitgegeven certificaten worden geannuleerd. Het saldo van de door de Schatkist op haar certificaten vergoede interesten, zoals het op de datum der inwerkingtreding van deze wet blijkt uit de rekening in de boeken der Bank geopend, wordt bij voorrecht aan de Staat terugbetaald.

De regeling van de certificaten der Emissiebank geschiedt door afgifte, effect voor effect en tot het beloop van de nominale waarde van de certificaten der Bank, van nieuwe Schatkistcertificaten die na drie jaar vervallen en 3,5 t.h. per jaar opbrengen.

De vereffenaars van de Emissiebank zijn belast met die regeling, die zal geschieden volgens door de Minister van Financiën vast te stellen modaliteiten.

Artikel 14.-

De Belgische Staat neemt te zijnen laste de integrale regeling van de schuldvorderingen die het gevolg zijn van de uitgifte, door de Emissiebank, van cheques en accreditieven, alsmede van de schuld-

.../...

vorderingen die het gevolg zijn van rekening-courant-saldi zoals zij in de schrifturen van de Bank voorkomen, voor zover de voorgelegde schuldvorderingen aangenomen zijn.

De vereffenaars zijn gemachtigd, naarmate de schuldvorderingen worden aangenomen, die regelingen te verrichten op de liquide middelen van de Bank. De Staat is er rekening en verantwoording voor verschuldigd tegenover de liquidatie. Hij is in de plaats gesteld met betrekking tot voornoemde schuldvorderingen tegenover de Emissiebank.

Artikel 15.-

Het bedrag der schuldvorderingen bij toepassing van artikel 6 in het passief der liquidatie van de Emissiebank opgenomen, zal verminderd worden met het bedrag der betalingen door de schuldeiser tijdens de bezetting geïncasseerd als overdracht van rente op kapitalen, dividenden, huur- en pachtgelden, retributiën, voortkomend uit Duitsland.

Onverminderd alle andere bewijsmiddelen, blijkt het bedrag van die betalingen uit de sommen vermeld onder de rubriek "4 - Incasseringen, litt. a, b, c en d" van de aangifte door de schuldeiser onderschreven overeenkomstig de besluitwet van 22 Juni 1945 betreffende de aangifte van tijdens de bezetting geïnde betalingen.

.../...

Artikel 16.-

Het provenu van de ingediende en bij toepassing van de artikelen 6 en 7 in het passief opgenomen schuldvorderingen wordt door de vereffenaars op de rekening van de Schatkist gestort, wanneer de schuldeiser de Belgische nationaliteit niet bezit of niet kan bewijzen dat hij vóór 10 Mei 1940 in België verblijf hield of er gevestigd was.

Op de rekening van de Schatkist worden eveneens gestort de bedragen toebedeeld aan buitenlandse emissie-instituten, crediteuren in rekening bij de Bank.

Afdeling III.- Actief van de liquidatie.

Artikel 17.-

Zodra deze wet in werking treedt, zorgen de vereffenaars er voor dat de aandelen volgestort worden.

Artikel 18.-

Het bedrag van het actief der Bank, na aftrek van de kosten en uitgaven van het beheer der liquidatie, alsmede van de eventueel aan de bevoorrechte schuldeisers uitgekeerde sommen, zal pondspondsgewijze onder al de schuldeisers in verhouding tot hun aangenomen schuldvorderingen worden verdeeld.

.../...

Afdeling IV.- Algemene bepalingen.

Artikel 19.-

De Emissiebank is niet gehouden tot enigerlei schadevergoeding wegens een misdrijf of oneigenlijk misdrijf door haar organen of door haar aangestelden vóór 3 September 1944 gepleegd.

Artikel 20.-

Geen rechtsvordering tot nietigverklaring of tot vergoeding kan tegen de Emissiebank worden ingesteld op grond van het afstaan, aan die Bank, van edele metalen, buitenlandse munten of waarden.

Artikel 21.-

De verrichtingen voortvloeiend uit de tussenkomst van de Schatkist in de liquidatie van de Emissiebank worden opgenomen in een artikel der begroting voor order.

Dat artikel mag geen debiteurstand doen uitkomen.

Artikel 22.-

De afsluiting van de liquidatie wordt door de Minister van Financiën uitgesproken en in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

.../...

Die afsluiting geldt als ontlasting voor de vereffenaars.

Het archief van de liquidatie wordt aan de Minister van Financiën overgemaakt.

Artikel 23.-

Opgeheven worden :

1° de besluitwet van 11 December 1944 tot instelling van een comité belast met het onderzoek van de toestand en de verrichtingen der Emissiebank;

2° de besluitwet van 23 Maart 1945 tot aanstelling van een voorlopige beheerder der Emissiebank te Brussel en tot verlenging van de termijn toegestaan aan het bij besluitwet van 11 December 1944 opgerichte onderzoekscomité; deze opheffing zal evenwel slechts uitwerking hebben op het tijdstip dat de vereffenaars worden benoemd.

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	L.FREDERICQ, G.DOR,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister
des Finances.
van Financiën.

Le 1951. De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.